

# Réponse à Léo

## Mémoire annexe

(Sur la crise économique qui vient)

« *Il faut continuer, je ne peux pas continuer, il faut continuer, je vais donc continuer, il faut dire des mots, tant qu'il y en a, il faut les dire, jusqu'à ce qu'ils me trouvent, jusqu'à ce qu'ils me disent, étrange peine, étrange faute, il faut continuer, c'est peut-être déjà fait, ils m'ont peut-être déjà dit, ils m'ont peut-être porté jusqu'au seuil de mon histoire, devant la porte qui s'ouvre sur mon histoire, ça m'étonnerait, si elle s'ouvre, ça va être moi, ça va être le silence, là où je suis, je ne sais pas, je ne le saurai jamais, dans le silence on ne sait pas, il faut continuer, je ne peux pas continuer, je vais continuer.* »

Samuel Beckett, *L'innommable* .

« Il est vrai que la guerre apporte de l'insécurité aux propriétés, mais cette insécurité réelle n'est que le mouvement qui est nécessaire. Dans les chaires on ne cesse de parler de l'insécurité, de la fragilité, de l'instabilité des choses temporelles, mais chacun pense, si ému soit-il, qu'il conservera pourtant ce qui lui appartient ; que cette insécurité apparaisse effectivement sous la forme des hussards sabre au clair, et que tout cela cesse d'être une plaisanterie, alors ces mêmes gens édifiés et émus qui avaient tout prédit se mettent à maudire les conquérants. Cependant les guerres ont lieu quand elles sont nécessaires, puis les récoltes poussent encore une fois et les bavardages se taisent devant le sérieux de l'histoire. »

G. W. F. Hegel, Principes de la philosophie du droit et science de l'État en abrégé, remarque annexée au §324

# Questions de point de vue

(marxiste)

Considérant, d'un point de vue marxiste, les caractéristiques de la crise financière que laissent présager les circonstances actuelles, il semble raisonnable de le faire par comparaison avec des situations économiques comparables pour en distinguer les traits distinctifs. Cette recension a été déjà faite par nombre d'observateurs selon lesquels elle semble pouvoir se résumer à ceci.

- Au-delà de l'ampleur sans précédent des déficits budgétaires envisagés pour financer l'effort de « soutien » aux agents économiques : compensations de salaires, de revenus non-salariés, subventions, etc. le gros de l'effort financier sera porté par de la *création monétaire sous forme de rachat de dettes par les banques centrales*.
- Ces « rachats » de dettes seront financés par de la *création de monnaie qui va donc redoubler la valeur fiduciaire « déjà là »*, sans création de richesse ou de valeur supplémentaire, sans nouvel investissement, sans production nouvelle, sans « valeur ajoutée » en compensation.
- Cette [création monétaire massive](#) de déjà plus de 7 000 milliards de dollars cumulés, prévus au niveau « planétaire » (à comparer aux 80 000 milliards de dollars du PIB mondial) a pour objet d'éviter la banqueroute des banques titulaires d'obligations ou créances sinistrées et de permettre le refinancement des États qui devront faire appel au marché obligataire (refinancé par les rachats de crédits par les banques centrales) pour financer les déficits exponentiels déjà annoncés.
- Mais le P.I.B. n'est pas la mesure de l'accumulation capitaliste. Pour s'en faire une idée on comparera ces chiffres à ceux des valeurs mobilières détenues par la finance parasitaire, telles qu'elles sont « impactées » par les vicissitudes de ces derniers jours : « En moyenne, les actions mondiales ont perdu quelque 30% de leur valeur, soit "environ 27.600 milliards de dollars au plus bas, mais elles ont regagné environ 4.000 milliards de dollars depuis mardi" », estimait avant-hier un *stratégiste senior* (un gestionnaire de portefeuille chez BNP Paribas).
- Seules les mesures de remboursement de chômage partiel et autres revenus (en carence) peuvent permettre un *financement compensatoire du débouché et de la circulation* et par ce biais une réinjection de *valeur* susceptible de relancer la « machine », par le seul « moteur » qui puisse fonctionner : la *consommation*.
- En revanche, aucune des créations monétaires annoncées ou envisagées ne permet de compenser la chute de production et de réalisation de cette production (annoncée de l'ordre de 3 à 5 % du PIB annuel, et peut être davantage) déjà observée et qui va encore durer.
- Problème supplémentaire les créances interprofessionnelles courantes sont massivement impayées au moins sur deux échéances mensuelles.

- Enfin les mesures de « relance » annoncées (pour « le jour d'après »), de type classiquement keynésien portent principalement, pour des raisons politiques, sur le *secteur public de santé* et sur des *infrastructures nationalisables*. Mais rien de tout ça n'est financé sinon par le recours au creusement supplémentaire des dettes publiques.

Globalement et selon les normes les plus classiques de l'économie libérale, on va donc se retrouver, en France comme un peu partout « en occident » (et au-delà) avec une énorme *inflation* purement *monétaire* face à une « *décroissance* » symétrique de la « valeur ajoutée ». Bref, au niveau français et « mondialisé » : la création quasi instantanée d'une « bulle » monétaire de l'ordre d'un quart de notre PIB annuel, s'ajoutant au « bas de laine négatif » déjà accumulé. De plus, un caractère inédit du « processus en cours » est que cette phase critique n'est pas occasionnée par une « simple *surproduction* ».

Classiquement la surproduction implique une *insuffisance de débouché valorisé face à la valeur produite*. Cependant, la situation actuelle n'est pas non plus simplement inverse puisqu'elle conjugue une chute brutale de la *consommation* occasionnée par un arrêt encore plus drastique de la *circulation des biens consommés*, puis de leur *production* et... *in fine* de la *circulation du capital*. Il est important de noter que cette « dynamique d'exception » joue à rebours le processus « normal » d'accumulation de la valeur ajoutée.

Dans la très claire introduction de son petit ouvrage de pédagogie marxiste sur « Les crises du capitalisme et Marx » - Delga 2009, *Domenico Moro* (un des très rares économistes marxistes dignes de ce nom) résume assez bien les conclusions de la critique de Marx sur cet aspect important. J'ai mis le début de cette introduction en annexe. Je n'en cite ici que les passages qui me paraissent les plus instructifs dans le contexte de ce memo (c'est moi qui mis les « mots clef » en italique).

« Pour la plupart des médias, des économistes et des gouvernements, la crise actuelle est une crise financière qui se serait ensuite propagée à l'économie « réelle ». Cependant ce type d'analyse ne met en évidence que la *forme* par laquelle la *crise* s'est manifestée. On en ignore en revanche le *contenu* qui, lui, se trouve dans les *mécanismes d'accumulation du capital*. Les crises sont en effet les *modalités* typiques à travers lesquelles émergent les contradictions du *mode de production* actuel. *La principale de ces contradictions est celle entre la production et le marché.* » [...]

« Ainsi, d'une part l'offre de marchandises sur le marché s'amplifie ; de l'autre, la demande se réduit. *Demande qui, pour sa majeure partie, est le fait de travailleurs salariés*. Ou alors, dans le meilleur des cas on ne permet pas à la demande de croître proportionnellement à l'offre. D'ailleurs, l'anarchie de la concurrence qui règne dans le mode de production capitaliste, bien qu'elle soit de type oligopolistique, pousse chaque capitaliste, pour battre ses concurrents, à réaliser toujours plus d'économies d'échelle et à réduire les salaires de ses propres travailleurs, en les considérant comme des coûts à réduire et non pas comme des acheteurs potentiels. Se produit ainsi une *tendance à la surproduction de marchandises qui a cependant comme fondement la surproduction de capital* sous forme de moyens de production<sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> C'est l'expression dialectique de la relation critique entre la circulation « simple » et celle du capital, dans une logique d'accumulation : il faut de la surproduction pour permettre de l'accumulation (via la survaleur induite du surtravail engendrant le « surproduit »). Mais elle est limitée par la nécessité du débouché conditionnant la « réalisation » effective de la production. C'est donc une contradiction permanente entre surproduction nécessaire et surproduction superflue. Cette dernière étant la base de l'accumulation, elle est tendanciellement survalorisée.

La crise qu'évoque ici D.Moro est celle de 2007-2008. Son livre ayant été écrit un peu avant il le réactualise dans cette introduction (voir annexe) en montrant ensuite comment ces principes fondamentaux s'appliquent aussi bien à la crise majeure dite des « sub-primes » qu'à toutes les crises du capitalisme; et donc aussi bien à « la crise qui vient ». Cependant l'histoire ne se répète jamais, elle bégaie un peu... et chaque crise est porteuse de la manière dont la précédente a été dépassée... en créant les conditions de la suivante. Ce qu'il y a de « nouveau et intéressant » dans les circonstances actuelles c'est qu'un point, un peu négligé (à tort) jusqu'ici, y compris par les universitaires comme D.Moro, et pourtant une détermination fondamentale du processus économique et productif, prend dans cette crise un relief tout particulier, c'est celui de la « *circulation* ».

Si la production et sa consommation sont entravées sinon stoppées, c'est par ce que la circulation a d'abord été interrompue. Interdite d'abord au niveau individuel, puis collectif; et finalement par « capillarité » sociale, logistique et productive elle s'est figée pour une part considérable de l'appareil productif. Sciant ainsi en quelque sorte la branche sur laquelle s'appuie la circulation homologue et parallèle... du capital.

Quoiqu'il en soit, le point à retenir ici est que chaque crise dite « financière » résulte d'un *décalage entre la consommation et la production, affectant le processus de circulation simple qui se répercute « dialectiquement » sur la circulation du capital* (voir « réponses à Pauline », ou sinon... lire *Le Capital*). Sa compulsion *naturelle à l'accumulation* est toujours à l'origine de ce dépassement continu du mode de production capitaliste *par lui-même* <sup>2</sup>, mais lorsque ce dépassement est lui-même renversé par une « discontinuité » historique, totalement *contracyclique*, ce processus n'est plus *mu* par sa contradiction initiale. Il est même au contraire, comme disent assez bien les anglo-saxons : « *out of order* ». L'ordre *normal* du déroulement fonctionnel est mis en défaut et se grippe, puis tout s'arrête...

Or, « *Il faut continuer, je ne peux pas continuer, il faut continuer, je vais donc continuer* » se dit alors le sujet du procès que nous appelons Histoire...

Alors, à défaut d'autre chose, il lui faut changer de « norme » <sup>3</sup>.

Même si cette *syncope* que nous vivons aujourd'hui et la désorganisation de l'activité qu'elle provoque sont « temporaires » et décalés selon les « zones », tout ça va inéluctablement et très sérieusement *découpler la production- circulation simple de celle du capital*. Ce phénomène peu « *soutenable* » par le mode de production sera pourtant « *durable* », au moins ... un certain temps. Les chiffres *astronomiques* évoqués plus haut forcent au constat que, même en temps de guerre *mondiale* jamais l'accumulation capitaliste n'a été confrontée à un telle *irrégularité* et de manière aussi massive, simultanée et généralisée <sup>4</sup>.

Les conséquences tant économiques que sociales ou politiques sont donc à la fois prévisibles mais à ce jour impossibles à strictement évaluer sur le court et même le moyen terme.

Au stade actuellement *raisonnable*, on peut pourtant juger improbable que les contradictions les plus « voyantes » des rapports sociaux de production puissent encore être éludées ou dépassées autrement que par des transformations décisives de « l'anatomie du corps social ».

---

<sup>2</sup> Ce que D.Moro appelle une « tendance à la surproduction ».

<sup>3</sup> Change de « cadre » diront les économistes libéraux, qui répugnent à toute norme sociale collective...

<sup>4</sup> « Disruptive » pourraient ajouter les maqueronds.

À commencer par la réapparition des *priorités politiques réaffectées précisément à ces rapports sociaux*, ne serait-ce qu'au stade de la *circulation et consommation de la production, de ses ressources et de ses « forces productives »*.

Politiquement, on observe en effet que c'est d'abord cela qui a été mis en crise : *l'organisation sociale de la production, sa consommation et les rapports conflictuels qu'elle suscite* - et non pas la « *nature* » de la production ou le « *mode* » de sa consommation <sup>5</sup> comme c'était devenu la *ligne générale*, au fil de la convergence écolo-neo-libérale de ces 50 dernières années.

C'est la contrainte rationnelle *réalisée*, devenue réelle par l'application pratique du *confinement* qui a distingué comme nécessité pratique les activités « essentielles » de celles qui ne l'étaient pas. Mais ce sont les conséquences pratiques de ces choix qui en retour (depuis le réel) ont imposé ensuite, comme nouvelle « norme » *rationnelle*, les blocages successifs qui ont abouti à la « thrombose » qui menace maintenant la circulation du *capital*.

Il reste que la question s'est posée, comme nécessité concrète, au pouvoir d'Etat, de hiérarchiser et discriminer publiquement les activités productives, selon leur *utilité sociale*.  
Bonjour Marx !



La dette des générations futures  
sera entièrement remboursée... en (faux) Le Drian

<sup>5</sup> Où se joue et se développe l'essentiel de la « dématérialisation ».

## « Au-delà du principe de plaisir »<sup>6</sup>

Telle *l'inquiétante étrangeté* formalisée par Freud, au moment où le rationnel se réapproprie opportunément le réel, un point critique essentiel : la *séparation* (au sens de Marx), semble également revenir par la fenêtre du réel *social* - après avoir été mis à la porte des représentations *sociétales* promues par le *démocratisme radical*<sup>7</sup>. Et cette figure de séparation va refaire l'actualité, comme déjà depuis le début de cette crise, par la critique du rapport de *production* en tant que rapport *social* et en tant que rapport de production *mondialisé*.

En tant que rapport social.

Cette séparation de classe, noyée dans les strates « *plurielles* » de la vaste classe moyenne, refoulée par les délocalisations, externalisations et spécialisations (« zonées » comme dit Badiou) du travail social « utile », autrement dit son inter-nationalisation virtuellement « sans frontières » et *sans limite* « humaine »<sup>8</sup>, ressurgit comme une *tension* douloureusement ressentie. Un pathos social provoqué par les carences et *fragilités* qui sont apparues, désormais « sans masque » (à l'instar du domaine circonstanciel de la santé : masques, respirateurs, tests, matériel, compétences, etc.). Le genre de circonstance où par une *ruse de l'Histoire* la *forme marchandise* sous laquelle circule la valeur ne suffit plus à masquer le rapport social dont elle est le fétiche contingent.

De là une prise de conscience et une nouvelle aspiration à l'autonomie de la *volonté concrète*, de l'agir, y compris dans ses déterminations de souveraineté, de réindustrialisation, etc. et pour tout dire d'égalité, qui semblent ne plus pouvoir être évacuées par les classes dirigeantes occidentales (qui déjà annoncent des « mesures » et des « révisions » en ce sens) fut-ce au nom de la « liberté » libérale.

En tant que rapport de production mondialisé.

Le modèle « supranational » de l'Union Européenne en a pris un coup. Non seulement par ce qu'il s'est révélé jusqu'ici complètement impotent et failli face à cette situation, mais aussi par ce que ce sont la plupart de ses « fondements » qui ont subi les dommages symboliques occasionnés par le *blietzkrieg* foudroyant de la pandémie. Espace Schengen, libre circulation des personnes et des biens, concurrence « libre et non faussée », austérité et réduction du déficit budgétaire, dénationalisations, réduction du secteur public, promotion de l'actionnariat, privatisations, destruction de « l'Etat providence » et du droit du travail, promotion des « fonds de pension » et retraites « complémentaires » aux dépens des retraites par répartitions, etc. en furent quelques-unes des victimes de première ligne.

<sup>6</sup> « il existe effectivement dans la vie psychique une compulsion de répétition qui se place au-dessus du principe de plaisir » Sigmund Freud

<sup>7</sup> - forme ultime du libéralisme politique.

<sup>8</sup> Et désormais *dématérialisée* plutôt que « *réifiée* ».

Or, toutes ces « orientations » libérales figurent à l'agenda explicitement imposé par les « recommandations » de la commission de Bruxelles à ses États membres. Avec des conséquences politiques et économiques que plus personne ne s'avise de contester et [que les plus ardents europhiles](#) déplorent sur un mode catastrophiste digne des *collapsologues* les plus allumés ou les plus [séniles](#). Les derniers [cabris](#) font des [eurobonds](#) de désespoir, sans vraiment y croire.

Cette fébrilité accablée face au désastre se double, au monde merveilleux de la zone euro, de celle de la BCE concernant la « monnaie unique » menacée d'une conjoncture inflationniste qui pourrait être difficile à contrôler (voir plus haut). Là encore il semble donc raisonnable de prévoir des « révisions déchirantes » et à tout le moins un nouveau « [Bretton woods](#) » euro-nippo-américain, à très court terme<sup>9</sup>. Mais, à en juger par les « distorsions de marché » observées autour des *denrées rares* que sont devenues les produits médicaux de « première nécessité » (voir par exemple les coups de force mercantiles des [américains chipant les cargaisons](#) des français, ces derniers [piquant](#) celles des espagnols et italiens, *etc.*) il semble que les *partenaires* (comme les appelle ironiquement Poutine) ne sont pas encore « fin prêts » pour engager un dialogue constructif.

Pour revenir, en conclusion de ce mémorandum, à mes commentaires initiaux sollicitant le Marx de la Préface de la Critique de L'Économie politique ; je dirai qu'à ce stade il semble hasardeux d'extrapoler à partir de leurs déterminations contradictoires la manière dont ces bouleversements de l'infrastructure vont se répercuter sur la superstructure politique des États nationaux. On peut juste conjecturer qu'il y aura de telles répercussions mais sans pouvoir préjuger des « *formes idéologiques sous lesquelles les hommes prendront conscience de ce conflit et le mèneront jusqu'au bout* ».

Bien qu'on ait quelques indices des forces en présence et des rapports de classes en train de se transformer sous l'effet de ces bouleversements. Il reste que nous sommes aussi face au *trou noir* supermassif, de cette frange de la petite-bourgeoisie anticomuniste qui tient lieu de « gauche » politique, théorique et intellectuelle. C'est pourquoi nous pouvons convenir, avec Marx que dans sa phase de panique actuelle, l'appareil de pouvoir, à défaut de quelque alternative politique plausible, improvise et expérimente tout ce qui se présente de faisable, selon ses « ressources humaines » du moment, semblant confirmer que « *Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir* ». Mais il semble aussi que rien ne permet de distinguer dans le chaos actuel (qui a tout du K.O. technique), les « rapports nouveaux et supérieurs » qui pourraient s'y substituer après que « *les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société.* ».

Je m'en tiendrai donc, plus que jamais, à la conclusion du Père Karl, et à son optimisme ... mesuré :

« C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir. »

Dominique Mazuet  
3 avril 2020

---

<sup>9</sup> Probablement étendu aux Russes et aux Chinois, bon gré mal gré ...

## ANNEXE

### La crise du capitalisme et Marx

Domenico Moro

#### PRÉFACE

#### Non une crise financière, mais une crise du capital

##### 1. Surproduction et crise

Pour la plupart des médias, des économistes et des gouvernements, la crise actuelle est une crise financière qui se serait ensuite propagée à l'économie « réelle ». Cependant ce type d'analyse ne met en évidence que la forme par laquelle la crise s'est manifestée. On en ignore en revanche le contenu qui, lui, se trouve dans les mécanismes d'accumulation du capital. Les crises sont en effet les modalités typiques à travers lesquelles émergent les contradictions du mode de production actuel. La principale de ces contradictions est celle entre la production et le marché. L'objectif des entreprises est de produire pour faire des profits et donc de réduire le coût des marchandises afin d'augmenter leur marge, c'est-à-dire la différence entre les coûts et les prix de production. La réduction des coûts de production passe par la réalisation d'économies d'échelle, à savoir la production de plus en plus massive de marchandises pour le même temps de travail.

On procède ainsi à l'introduction de technologies et de machines toujours plus modernes afin de remplacer le travail humain et d'augmenter les cadences et l'intensité du travail. D'un point de vue abstrait c'est un progrès, dans la mesure où l'augmentation de la productivité met à disposition des consommateurs des quantités de marchandises plus importantes pour un temps de production moindre. Cependant la production capitaliste est dirigée non pas vers de simples consommateurs mais vers des consommateurs capables de payer un prix adéquat au taux de profit attendu, autant dire vers un marché. C'est précisément le problème : la production capitaliste est une production qui s'étend progressivement sans aucun égard pour le marché, donc pour la possibilité d'achat des marchandises produites.

En outre, dans la mesure où le profit est issu du travail non payé des travailleurs, la réduction proportionnelle du nombre de ces derniers sur le capital global employé provoque une chute du taux de profit que l'on cherche à compenser par l'augmentation de l'exploitation avec, pour conséquence, la production d'une plus grande quantité de marchandises. En somme, la production tend toujours à excéder les capacités d'absorption du marché et entraîne un déséquilibre permanent entre les capacités productives et les limites du marché.

Ces limites sont précisément accentuées par le mécanisme qui remplace la force de travail par des machines et qui, par conséquent, provoque l'expulsion de travailleurs du processus de production. Selon une étude de la Banque des règlements internationaux, depuis les années 80 jusqu'à aujourd'hui, dans tous les principaux pays industrialisés on a vu un transfert du PIB des salaires vers les profits. En Italie la fraction allant aux profits a augmenté de 23,1 % du PIB en 1993 à 31,3 % en 2005. Il s'agit de 8 points de PIB, équivalents à 120 milliards d'euros, soit sept mille euros pour chacun des 17 millions de salariés italiens, qui sont transférés annuellement des salaires vers les profits.

Mais voici le point le plus intéressant que révèle l'étude de la B.R.I : la cause de ce phénomène n'est pas la concurrence des travailleurs des pays « en voie de développement » mais l'introduction des nouvelles technologies, qui réduit leur capacité de résistance et de négociation en expulsant les travailleurs et en déstructurant l'organisation du travail. Cela a causé la perte du pouvoir d'achat des salariés qui ont été contraints aux heures supplémentaires avec, comme effet, de réduire davantage la demande de travail et d'aggraver le chômage. En outre la forte Composante informatique des nouvelles technologies rend celles-ci plus rapidement obsolètes, les restructurations sont donc devenues plus fréquentes.

Ainsi, d'une part l'offre de marchandises sur le marché s'amplifie ; de l'autre, la demande se réduit, Demande qui, pour sa majeure partie, est le fait de travailleurs salariés. Ou alors, dans le meilleur des cas on ne permet pas à la demande de croître proportionnellement à l'offre. D'ailleurs, l'anarchie de la concurrence qui règne dans le mode de production capitaliste, bien qu'elle soit de type oligopolistique, pousse chaque capitaliste, pour battre ses concurrents, à réaliser toujours plus d'économies d'échelle et à réduire les salaires de ses propres travailleurs, en les considérant comme des coûts à réduire et non pas comme des acheteurs potentiels. Se produit ainsi une tendance à la surproduction de marchandises qui a cependant comme fondement la surproduction de capital sous forme de moyens de production. Mais il est important de comprendre que la surcapacité productive se développe à l'intérieur du mode de production capitaliste, qui ne produit qu'en vue du profit, et que la surproduction des marchandises est occasionnée dans les limites du marché capitaliste.